

Lettre d'information électronique du Centre de ressources politique de la ville Martinique

Immeuble la Varangue, boulevard A. Cabral, 97200 Fort de France
 Site internet : www.villecaraibe.com
 Boîte postale : BP 7222, 97277 Schoelcher cedex.
 Tel/fax : 0596 686452
 Pour publier une information ou actualités :
contact@villecaraibe.com



SOMMAIRE

Page 2Programme et Journée du 23 avril
 Page 2.....Cycle de qualification politique de jeunesse
 Page 3Médiation sociale de proximité
 Pages 4 et 5 et 6.....Actualités Emploi Jeunesse
 Page 7.....Cohésion sociale (Rapport Braca UE).....et...Rénovation Urbaine
 Page 8.....Innovation : G2J.COM un exemple à suivre
 Pages.9.....les brèves,. démocratie et prévention de la délinquance
 Pages 10 à 12documentations



<http://www.etatsgenerauxdeloutremer.fr/>

POURQUOI DES ÉTATS GÉNÉRAUX ?

Parce que le principe de démocratie implique un dialogue, une écoute, une compréhension mutuelle.
 Que la crise sans précédent que viennent de traverser la Guadeloupe, la Martinique, la Réunion et la Guyane témoigne de l'importance d'entendre ces frustrations, blessures et souffrances.
 Qu'elle témoigne tout autant de l'impérieuse nécessité de les surmonter pour imaginer l'avenir de l'outre-mer.
 Un avenir à construire dans le respect et le dialogue.
 Autour de l'idée qu'un cycle est arrivé à son terme. Et que les modèles d'organisation, tels qu'ils ont été imaginés à partir de 1946, doivent aujourd'hui être repensés. Ensemble.

POUR QUI ? Français vivant en outre-mer avant tout, comme français originaires d'outre-mer vivant en Métropole, mais aussi, via la consultation internet, toute personne soucieuse d'apporter une contribution sur les thèmes proposés.

Tous seront associés au débat.
 Un débat qui se veut ouvert, et sans tabou.
 Organisé autour d'axes majeurs de réflexion sur l'outre-mer.

COMMENT ET AVEC QUI ?

Tables rondes, ateliers locaux d'une part, site(s) internet et coopération des médias, d'autre part, la réflexion, comme la consultation se veulent les plus larges possibles.
 Des premiers axes de travail ont été posés, et regroupés par thème. Voir site internet

Cycle de qualification sur les politiques de jeunesse,

Atelier 1
 Intervention de Nicolas LAMIC (psychologue) et acteurs de terrain
Le 5 mai 2009 au CNFPT 8h 30 à 13h

Forum sur la médiation sociale. 1ere rencontre
Jeudi 28 mai 2009 de 8h à 17h

Cycle de qualification sur les politiques de jeunesse
Atelier 2
Emploi, Insertion des jeunes : comment agir ?
 Intervenante : D. Laport et acteurs de terrains
mardi 4 juin

Journées d'échanges sur la lutte contre les discriminations
Le 18 juin 2009

A programmer :
 Images des quartiers prioritaires et politique de la ville

Groupes de travail :
Observation et Evaluation
Préventions
Méthodologie de projet du DSU

Rencontre des acteurs de la Politique de la ville

Des acteurs de la politique de la ville se sont réunis le 23 avril pour une rencontre sur le décryptage de la crise de février 2009 et pour faire émerger les grandes lignes d'une contribution aux Etats généraux et dans le cadre des concertations actuelles sur la Politique de la ville. Cette contribution est en cours de rédaction.

Le décryptage a notamment été l'objet d'une intervention du sociologue Serge DOMI qui a mis en exergue les points suivants :

- le pouvoir d'achat
- la question du « nous »

-violence et symbolisation

*la Politique de la ville doit elle continuer d'intervenir sur les quartiers et population en difficulté ?

*le lien social urbain : quel relais ?

*la reconfiguration du rapport : Education Jeunesse Culture

Ensuite le débat a fait émerger le cadre juridique, économique, institutionnel actuel de la politique de la ville et les grandes priorités à introduire dans le cadre de la contribution.

2

Pour télécharger le dossier de participants :

http://www.villecaraibe.com/docs/Dossier%20de%20participants_lumiere%20de%20la%20crise%20de%20Fevrier%202009.pdf

Cycle de qualification sur les politiques de jeunesse.

Sans attendre les nouvelles mesures issues des états généraux et des concertations actuelles. Nous proposons de mettre en place un cycle de qualification collective permettant des échanges en Ateliers entre professionnels d'institutions et compétences diverses autour des questions de jeunesse. Ce cycle permettra aux professionnels de se rencontrer, qu'ils portent un regard croisés sur le même public et qu'émergent des axes de travaux, des outils méthodologiques, des expériences à capitaliser et à diffuser. Pour ce faire, il convient donc de prendre en considération toute l'étendue du champ des difficultés et potentiel des jeunes (emploi et formation, logement et ressources, éducation, loisirs et culture, santé...) dans le cadre d'une politique globale, transversale et cohérente. Cette approche globale garde toute sa pertinence notamment face à un public souvent en mal d'emploi et de qualification, mais aussi de repères et de confiance en soi et dans les institutions. Cependant dans la pratique, on observe que cette approche globale s'est progressivement éparpillée entre une multitude d'acteurs qui travaillent dans le meilleur des cas en réseau et dans le pire, chacun de son côté. **La réflexion doit ainsi se poursuivre en tenant compte des jeunes des quartiers prioritaires mais surtout du comment agir ensemble notamment vers ceux les plus éloignés des institutions?**

Ce cycle de qualification commencera le mardi 05 mai et a comme objectif de faire dans un premier temps un diagnostic partagé sur la Jeunesse martiniquaise. Le groupe de participants composé d'acteurs divers ayant en commun de travailler avec un public de jeunes sera amené à croiser leurs regards et expériences tout au long de l'année 2009. Ces ateliers permettront d'y associer des intervenants spécialisés selon les thématiques et de mettre en contact des acteurs « Jeunesse » avec des réalités et des acteurs différents.

Premier rencontre : Quelle Jeunesse martiniquaise ? Demi-journée le 5 mai au CNFPT (8h30-13h) Intervention de N. LAMIC psychologue et acteurs de terrain

Deuxième rencontre : Emploi et insertion professionnelle des jeunes : Comment agir ? Une journée Intervention de D. LAPORT sociologue et acteurs de terrain

Troisième rencontre : Penser, conduire, organiser une politique de jeunesse ? Demi-journée. Intervention de N. CHAMBRON (sociologue) et acteurs de terrain

Quatrième rencontre : La Culture comme levier de mobilisation et d'activités des jeunes ? demi-journée Juillet

Cinquième rencontre : Comment agir vers les publics les plus éloignés des institutions ? Demi-journée septembre

Sixième rencontre : Quelle participation des jeunes à la vie publique ? Demi-Journée Octobre

Septième rencontre : Jeunesse et éducation Une Journée Novembre

Pour en savoir plus, télécharger la présentation dans la rubrique actualités du site ville caraïbe :

http://www.villecaraibe.com/docs/Cycle%20de%20qualification%20sur%20les%20politiques%20jeunesses%20infos_.pdf

1. Lancement d'une étude sur l'état des lieux et les perspectives de la médiation sociale de proximité en Martinique

Le Centre de ressources de la Politique de la ville en collaboration avec l'Agence de Cohésion Sociale et à l'Égalité a lancé un Appel à candidature sur l'étude de la médiation sociale et de proximité en Martinique.

Cette étude se déroulera jusqu'au 1^{er} octobre 2009. Les opérateurs-consultants retenus sont chargés de faire l'état des lieux de la médiation sociale de proximité en Martinique. En identifiant notamment les structures de médiation sociale, les profils de médiateurs, leurs statuts, les besoins en formation, les formations existantes, en faisant également émerger les perspectives en matière de professionnalisation et de métiers connexes avec la médiation.



3

Un projecteur notamment sur les adultes- relais (dispositif politique de la ville) sera opéré.

Le Comité de pilotage de cette étude est composé de :

- Anicet SOQUET (Administrateur du Centre de ressources)
- Laurence DELUGE (Chargée de mission Agence de Cohésion sociale et à l'Égalité des Chances-ACSE/DSDS)
- Fabrice COULIS (Directeur de l'Association de Prévention de Médiation Sociale-APMS)
- Mathieu PETIT (Directeur du Centre de ressources Ville caraïbe)



Les opérateurs de l'étude retenus sont le Cabinet de consultant C2M : Carine MENIR et Claude VILLERONCE ; et le consultant urbaniste, anthropologue et associé: Philippe YERRO et Louis MARIE NELZY

2. un Forum de la médiation sociale de proximité est programmé le jeudi 28 mai 2009

Ce Forum organisé par le Centre de ressources Politique de la ville et le Comité de Pilotage de l'étude a pour but de présenter et d'échanger sur :

Dans la matinée :

- le cadre juridique des différentes typologies de médiation existantes,
- un référentiel de la médiation sociale,
- faire état des premières grandes lignes de l'étude en cours sur l'état des lieux et perspectives,
- de présenter également des témoignages de différents types de médiateurs et d'institutions différentes,

Dans l'après midi :

- de présenter le dispositif « adultes relais et les voies de professionnalisation »
- de présenter la Validation des Acquis des Expériences (VAE)
- de présenter les perspectives de métiers autour de la médiation sociale

Cette journée fera intervenir différents spécialistes de la question et a pour objectif de permettre l'échange entre les pratiques des acteurs de médiation sociale et de structurer la mise en réseau des métiers de la médiation sociale en Martinique.

Pour informations : contact@villecaraibe.com 0696 686452

A lire et disponible au Centre de ressources :

Les médiateurs, idées reçues, Jean François Six, Editions le Cavalier Bleu

Pratique de la médiation, ESF éditions, 2009

Code de la médiation 2009, Agnès Tavel, Jean-Louis Lascoux, Médiateurs Editeurs, 2009...

<http://www.wikimédiation.org/index.php?title=Accueil>



Emploi des Jeunes : Nouveaux Plans

Source Localtis

4 Il en va de l'emploi des jeunes comme de la politique de la ville. Les plans se succèdent au rythme des alternances mais les résultats tardent à venir. C'est un euphémisme. Avant même la crise, la France était la lanterne rouge de l'Europe dans ce domaine. Depuis, la situation a empiré. Les jeunes, souvent en contrats précaires, ont été les premiers à faire les frais des baisses de cadences. Résultat : un taux de chômage de 23% en France et 50% en Martinique, un peu moins du double encore dans les quartiers de la politique de la ville en France Hexagonale et parfois jusqu'à 70% en Martinique. Après le plan Emploi présenté par le président de la République à Réthel, le 28 octobre, le "plan d'urgence pour les jeunes" de Jouy-le-Moutier, le 24 avril, avec plus d'un milliard d'euros sur la table.

Le chef de l'Etat ne s'en cache pas. "Le chômage des jeunes n'est pas une fatalité. Même si les jeunes ont moins d'emploi chez nous que chez les autres", a déclaré Nicolas Sarkozy en présentant son plan d'urgence, vendredi 24 avril, à Jouy-le-Moutier (Val-d'Oise), dans un centre de formation de la société Veolia. L'Etat compte débloquer 1,3 milliard d'euros, essentiellement sous forme d'aides aux entreprises, pour permettre à 500.000 jeunes de trouver un emploi ou une formation. Argent qui sera pris sur le Fonds d'investissement social (Fiso) dont Nicolas Sarkozy avait annoncé la création en février dernier (ce fonds sera doté de 2 milliards d'euros, dont 500.000 en provenance des partenaires sociaux).

Zéro charges

Le plan concocté par le secrétaire d'Etat à l'Emploi, Laurent Wauquiez, et Martin Hirsch mise avant tout sur "la formation, l'apprentissage et la professionnalisation des jeunes" et non pour "l'assistantat", a déclaré le président. Alors que les plans jeunes se succèdent sans résultats depuis les années 1970, avec le premier Pacte pour les jeunes de Raymond Barre en 1977, le président de la République s'est défendu de vouloir créer une nouvelle "usine à gaz". Pas de nouvelles recettes donc. "Il y a deux choses qui marchent et en quoi je crois, c'est la formation en alternance et l'apprentissage. 70% des jeunes qui suivent ces cursus trouvent un emploi", a-t-il ajouté.

Concrètement, le plan mise sur deux leviers : les contrats d'apprentissage et les contrats de professionnalisation qui étaient en net recul ces derniers mois du fait de la crise.

Le gouvernement souhaite ainsi porter à 320.000 le nombre d'apprentis, soit 35.000 de plus qu'en 2008.

Nicolas Sarkozy a promis le "zéro charges" pour toute entreprise qui recrutera en apprentissage entre juin 2009 et juin 2010. Les entreprises de moins de 50 salariés qui embaucheront des apprentis supplémentaires recevront une prime de 1.800 euros. Autre priorité : "lutter contre les sorties précoces d'apprentissage". "Je propose aux conseils régionaux que les contrats d'objectifs et de moyens sur l'apprentissage fassent l'objet d'un avenant négocié d'ici le 30 juin 2009 pour financer 20.000 places dans les secteurs en tension", a déclaré Nicolas Sarkozy.

S'agissant des contrats de professionnalisation, l'objectif est ici de 170.000 jeunes, soit une augmentation de 30%. La prime sera de 1.000 euros, voire 2.000 euros si le jeune n'est pas bachelier.

Nicolas Sarkozy a annoncé qu'il avait confié au président de Veolia, Henri Proglio, une "mission de mobilisation" des grandes entreprises afin qu'elles s'inspirent de son exemple.

50.000 contrats d'accompagnement formation

En matière de formation hors alternance, le chef de l'Etat a dit attendre beaucoup des régions pour qu'elles participent au financement des contrats d'accompagnement formation pour 50.000 jeunes jusqu'à bac +3 inscrits à Pôle emploi ou dans les missions locales.

Le plan devrait aussi sécuriser le statut des stagiaires. Ces derniers seront obligatoirement rémunérés après deux mois de stage, quel que soit l'employeur, public ou privé. Ce qui se traduira par "une modification de loi avant l'été", a indiqué le président, précisant que les mesures devaient pouvoir s'appliquer "sans délai dans la fonction publique". Par ailleurs, les entreprises qui transformeront un stage en CDI recevront une prime de 3.000 euros.

5

Avec "150.000 jeunes qui sortent du système scolaire sans qualification", les écoles de la deuxième chance sont elles aussi à l'honneur. L'objectif : porter le nombre d'élèves à 12.000 d'ici à 2010 et généraliser la couverture du territoire, alors qu'un quart des départements en accueillent. "Je le dis aux régions : l'Etat va s'engager à leurs côtés en assurant un tiers du financement", a précisé Nicolas Sarkozy.

Enfin dernier point : les contrats aidés, réservés aux chômeurs de longue durée. Les arbitrages entre Laurent Wauquiez et Martin Hirsch, sceptique quant à l'efficacité de ces contrats dans le secteur non-marchand, semblent avoir donné raison à ce dernier. Le nombre de "contrats initiative emploi" proposés dans le secteur marchand doublera (50.000 supplémentaires). S'agissant du secteur non-marchand, les contrats proposés (contrats d'accompagnement dans l'emploi) ne s'adresseront qu'aux jeunes n'ayant trouvé aucune solution. La priorité sera donnée aux collectivités locales mais avec une nouvelle contrainte : il s'agira d'offrir une "passerelle" avec le privé grâce à un accompagnement renforcé de Pôle emploi. L'Etat a récemment porté son financement à 90%.

Le patronat s'est montré très satisfait de ces annonces. Quant aux syndicats, c'est la question du financement du Fiso qui semble soulever le plus de scepticisme. A une semaine du 1er mai, le chef de l'Etat a voulu se démarquer des "contrats truqués" de ses prédécesseurs, des "contrats avec moins de droits sociaux" pour les jeunes, allusion marquée au CPE.

Outremer : Les mesures pour l'emploi des jeunes seront "naturellement applicables" dans les départements d'outre-mer, a affirmé le président Nicolas Sarkozy vendredi à Jouy-le-Moutier (Val d'Oise). "S'agissant de l'avenir des jeunes d'outre-mer, naturellement les dispositions que je viens d'annoncer leur seront applicables dans les départements d'outre-mer", a-t-il dit. Le taux de chômage chez les jeunes dans les DOM est de l'ordre de 50%, soit deux fois plus que la moyenne dans ces départements. Selon les statistiques d'Eurostat (février 2009), le taux de chômage chez les 15 à 24 ans est de 55,7% à la Guadeloupe, 50% à La Réunion et 47,8% à la Martinique.

Selon M. Sarkozy, "il existe outre-mer des dispositifs de grande qualité comme le service militaire adapté (SMA)", destiné principalement à faciliter l'insertion dans la vie active des jeunes adultes en situation d'échec dans les départements et collectivités d'outre-mer. Le taux d'insertion est de 80%. Le secrétaire d'Etat Yves Jégo a annoncé que le nombre de places au SMA serait doublé, passant de 3.000 en 2009 à 6.000 en 2012.

"Mais cela ne suffit pas, il faudra aller plus loin", a souligné M. Sarkozy, indiquant qu'il présiderait "dès le mois de septembre un comité interministériel de l'outre-mer, à l'occasion duquel des décisions seront prises sur la base des remontées des états généraux de l'outre-mer, qui se déroulent en ce moment".

Le projet de loi de développement économique (LODEOM) prévoit une réforme de la politique de formation en mobilité, permettant de confier à un opérateur unique (l'ANT, Agence nationale pour l'insertion et la promotion des travailleurs d'outre-mer) la gestion de l'ensemble des aides dont bénéficient notamment les jeunes aujourd'hui pour aller étudier, faire un stage, passer un concours, hors de leurs collectivités d'origine.

L'ANT pourra gérer seule l'attribution d'environ 25.000 aides à la mobilité des jeunes chaque année (prise en charge du billet d'avion, financement de la formation, attribution d'une allocation mensuelle quand les ressources du jeune sont insuffisantes).

D'autre part, le fonds d'expérimentation pour la jeunesse créé par la loi généralisant le RSA en décembre 2008, sera doté de 2 à 3 millions supplémentaires chaque année. Les entreprises bénéficiant d'avantages fiscaux devront verser des contributions à ce fonds qui finance des programmes innovants pour l'insertion des jeunes.

Un appel à projets spécifique à l'outre-mer sera lancé en 2009, des porteurs de projets se porteront candidats et les projets retenus seront financés grâce à ces 2 ou 3 millions, testés, puis éventuellement généralisés.

Le gouvernement met aussi en place un programme "Jeunes diplômés" dans le cadre de l'ANT (1.500 bénéficiaires d'ici 2011) et va augmenter le nombre de contrats aidés, qui bénéficient notamment à la jeunesse : 34.000 contrats en 2009, soit 12% de plus qu'en 2008. source AFP/Ministère de l'OM



6

Outre-mer : un RSA "transformé" en attendant le RSA

Devant l'accélération de la mise en place du RSA en Outre mer comme élément de sortie de crise, un aménagement a été mis en place : le RSTA (Revenu de Solidarité Temporaire Active). La loi du 1er décembre 2008 prévoyant en effet une mise en place du RSA dans les DOM "avant le 1er janvier 2011". Or, les services des départements et les CAF d'outre-mer ne sont pas en mesure de faire face à un raccourcissement des délais de plus d'un an. Le "revenu de solidarité active de droit commun" sera finalement mis en place "à la date initialement prévue par la loi, au début de 2011". En attendant cette échéance, le gouvernement a mis en place un RSA "transformé", qui s'inspire assez fortement de la prime de solidarité active. Celui-ci a pris la forme d'un "revenu supplémentaire" de 80 euros par

mois, versé durant deux ans à tous les salariés touchant moins de 1,4 Smic et financé par l'Etat. Le Premier ministre a bien pris soin de préciser qu'il s'agit là d'une "formule transitoire", jusqu'à la mise en place du RSA proprement dit. De leur côté, les collectivités territoriales devraient ajouter, durant une année non reconductible, 50 euros par mois, le solde correspondant à la hausse des salaires consentie par les entreprises, pour porter le tout à un montant compris entre 180 et 200 euros par mois. En dehors même des difficultés techniques de mise en place de ces dispositifs, cette solution est cependant loin de répondre à toutes les questions.



Mai 2009 : Mois de l'engagement pour les jeunes

Depuis plusieurs années, le Mois de l'engagement permet de valoriser les initiatives des jeunes. Courant mai, des manifestations et des rencontres seront organisées dans toute la France afin d'informer et sensibiliser les jeunes sur leurs possibilités d'engagement, d'initiatives, de mobilité et d'autonomie. Dans le cadre de ce Mois de l'engagement, les jeunes pourront s'investir dans une

<http://www.rsa.gouv.fr/>

Le site officiel du revenu de Solidarité active

association, le volontariat, la montée d'un projet ou encore dans un départ à l'étranger de façon utile et solidaire... Le but est aussi de rendre plus visible l'action des services déconcentrés de l'Etat et des partenaires associés à ces politiques en faveur de l'indépendance des jeunes. Renseignement auprès des directions régionales ou départementales de la jeunesse et des sports ou sur le site www.enviedagir.fr pour trouver le calendrier détaillé de toutes les manifestations.

<http://www.jeunesse-vie-associative.gouv.fr>

Rapport Barca sur le futur de la politique de cohésion sociale après 2013

Source Localtis

Le très attendu rapport Barca sur le futur de la politique de cohésion après 2013 a été rendu public. Le rôle des collectivités et acteurs locaux dans la définition et la mise en œuvre de la politique de cohésion devrait être renforcé. Commandé par la Commission européenne à l'économiste italien Fabrizio Barca, ce rapport est l'aboutissement d'un an de réflexions et d'analyses. Au cœur des recommandations dégagées par ce rapport, on trouve d'abord la nécessité pour l'UE de définir trois ou quatre grandes priorités auxquelles seraient consacrés environ 65% des fonds.

Cette part serait variable selon les Etats membres et les collectivités locales en fonction de leurs besoins et stratégies spécifiques. **Toujours est-il que l'idée serait de concentrer les ressources sur quelques axes prioritaires encore à préciser, pour une plus grande efficacité. Toutefois, le rapport indique déjà qu'au moins un ou deux de ces axes prioritaires devraient concerner l'insertion sociale afin de permettre la création d'un "agenda social territorialisé". Par ailleurs, la nouvelle politique de cohésion devrait s'articuler autour d'une logique plus poussée de "définition d'objectifs précis" et d'"évaluation des résultats".**

Conformément à ce qui avait été pressenti, le rapport recommande un rôle renforcé des collectivités régionales et locales dans l'identification des besoins sur le terrain. Les collectivités locales devraient s'engager vis-à-vis de la Commission européenne pour jouer le rôle d'intermédiaire avec les acteurs locaux tels que les entreprises et associations locales qui seraient davantage consultées pour définir les priorités réelles. En outre, chaque Etat membre (conjointement avec les collectivités) serait appelé à produire, d'ici à l'automne 2011, un document décrivant ses propres défis et priorités pour le développement local et régional. Ce document comporterait une analyse des besoins distincts de chaque territoire et une plus grande prise en compte de l'impact des politiques déjà menées. Il servirait de document préparatoire à la rédaction du "cadre de développement stratégique européen", prévu pour le printemps 2012. Enfin, le volet de la coopération territoriale devrait être lui aussi soutenu. Les coopérations transfrontalières, en particulier seraient encouragées par un effacement partiel ou total des barrières administratives actuelles. Ces différentes recommandations serviront de base de réflexion à la future politique de cohésion post-2013 qui sera préparée sous la présidence suédoise de l'UE.

Pour télécharger le rapport : http://ec.europa.eu/regional_policy/policy/future/pdf/report_barca_v2104.pdf

JERU 2009 Les journées nationales d'échanges des acteurs de la rénovation urbaine auront lieu les 8 et 9 juin 2009, au Palais des congrès de Bordeaux. Dans le prolongement des éditions précédentes, ces journées permettront de mobiliser l'ensemble des acteurs ; les élus et leurs équipes projet, les services de l'Etat, les bailleurs sociaux, les professionnels, les partenaires financier et d'actions, les associations d'habitants. L'enjeu de la qualité des réalisations et de l'atteinte des objectifs fondamentaux est primordial pour la réussite du programme national de rénovation à ce stade d'avancement. Les journées nationales des 8 et 9 juin seront aussi l'occasion d'organiser le premier « rendez-vous de l'urbanisme durable » avec notamment la présentation des résultats de l'appel à projet. Un espace forum permettra de montrer l'avancement des projets et d'établir des échanges entre acteurs. **Vous pouvez vous inscrire : www.jeru09.fr**





Exemple innovant à suivre (source page entière du Monde du 27 avril)

L'entreprise martiniquaise G2J spécialiste de la vidéoconférence et dirigé par **José Jacques Gustave** vient de recevoir 800 000 euros mais ce n'est pas gratuit. En partie en actions (contre 25 % du capital de la société) ; en partie en obligations convertibles.

La manne provient d'un nouvel acteur dans le monde français de la finance, Citizen Capital. Un "fonds d'investissement sociétal", comme le décrivent ses fondateurs, la présidente, Laurence Méhaignerie, et le directeur général, Pierre-Olivier Barennes. Leur objectif : gagner de l'argent. Ils ne vont investir que dans des sociétés "ayant un fort potentiel de développement", dont ils attendent un rendement annuel de 15 %. Pas de philanthropie, donc. Mais ils veulent aussi faire oeuvre sociale, en donnant une chance à des entrepreneurs qui n'ont pas accès aux investisseurs traditionnels. Parce que ceux-ci privilégient les créateurs qui leur ressemblent, ont été diplômés des mêmes (grandes) écoles, habitent les mêmes (beaux) quartiers, fréquentent les mêmes cercles (huppés).

Citizen Capital va faire l'inverse. Ne financer que les entreprises implantées dans des territoires défavorisés, ou que les entrepreneurs peu diplômés, ou issus de minorités, ou encore uniquement ceux qui ont positionné leur entreprise sur des secteurs utiles à la société dans une démarche de développement durable, associant salariés, clients, fournisseurs ou actionnaires.

Cela existe déjà. Mais, à la différence des quelques fonds français qui viennent en aide aux entrepreneurs sociaux, comme **Business Angels des Cités (BAC)**, **Entreprendre**, **France Active** ou **France Initiative**, qui investissent des sommes relativement faibles dans chaque société, Citizen Capital va miser gros - entre 500 000 et 2,2 millions d'euros - sur des entreprises de taille moyenne (ayant un chiffre d'affaires compris entre 1 et 20 millions d'euros), déjà rentables mais qui ont besoin de capitaux pour se développer davantage.



Les services que G2J offre sont certes disponibles 24 heures sur 24, il dispose d'une filiale à Shanghai, d'une autre à Londres, de bureaux en France métropolitaine et dans les DOM-TOM... Mais ses effectifs sont si réduits qu'il n'ose pas les mentionner, de peur de terroriser ses clients parmi lesquels EDF, Danone, Auchan, le FMI, la Banque de France, la Réserve fédérale américaine, ou ces quatorze équipes chirurgicales qui, en mai 2008, lui ont confié les télétransmissions des opérations de téléchirurgie planétaires qu'elles réalisaient... cela fait rêver et réfléchir sur les potentialités de la vidéoconférence demain ?

Ainsi par exemple, G2J communique dans le sens du développement durable en rappelant que prendre l'avion est il toujours nécessaire au regard de la pollution générée...etc..

Alors G2J un exemple à suivre, on parle souvent des malentendus sur l'entrepreneuriat et les déficits d'images de l'entreprise auprès des jeunes martiniquais face à l'attrait plus sécurisant de la fonction publique. Avec de l'ambition, le courage de s'expatrier, de prendre des risques et la capacité à se construire un réseau d'appui, G2J montre qu'on peut le faire et dans la version « internationale ».

<http://www.g2j.com/fr/visioconference/systemes-de-videoconference.php>

<http://www.auto-entrepreneur.fr/kit-auto-entrepreneur.php>

Brèves :

La ville de Schoelcher a lancé dans le cadre des obligations légales du Centre Communal d'Action Sociale, une analyse des besoins sociaux (ABS) à l'échelle de chaque quartier en tenant compte des données socio démographiques et socio économiques en faisant un zoom sur les publics en difficultés.

Dillon Info, première édition sous l'égide de l'Association d'Echanges et de Communication Dillon Info, après 12 ans de fonctionnement grâce à la solidarité de bénévoles et des entreprises du secteur. Romule ARTHUS président de l'association continue à travers ce support de jouer son rôle d'information auprès de la population.

9 Mission parlementaire en cours sur les RHI (Résorption de l'habitat insalubre) du député maire Serge Letchimy

Ouverture du site Internet du Grand Projet de Ville de Fort de France : <http://www.fortdefrance-gip-gpv.fr/>

Prévention de la délinquance : le CNV rend un avis sur la mise en œuvre de la loi



Dans un avis adopté par son bureau du 12 mars 2009, le Conseil national des villes (CNV) fait 46 propositions portant sur l'application de « la loi prévention de la délinquance », sur la gouvernance de la politique de prévention de la délinquance, sur l'implication des ministères régaliens et de la prévention spécialisée, sur le soutien à la jeunesse et aux bailleurs

Pour télécharger cet avis :

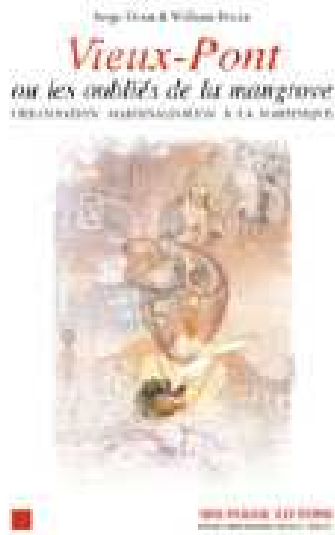
http://www.ville.gouv.fr/IMG/pdf/Prevention_delinquance_-_def_28_mars_cle11b53a.pdf

Réinventer la Démocratie

La République des Idées organise les 8, 9 et 10 mai prochains, à la Maison de la Culture de Grenoble (MC2) un forum sur le thème « Réinventer la démocratie ». Ce forum réunit près de cent chercheurs, journalistes, intellectuels, hommes politiques et responsables associatifs. Ils débattront dans des tables rondes, des controverses ou lors de rencontres avec le public. Cet événement est organisé avec la Ville de Grenoble et la région Rhône-Alpes. *La Vie des Idées*, *Le Monde*, *Le Nouvel Observateur*, France Culture et l'Institut d'études politiques de Grenoble en sont les partenaires.

<http://www.laviedesidees.fr/Reinventer-la-democratie.html>

http://www.laviedesidees.fr/IMG/pdf/20090427_repid_prog.pdf



Vieux-Pont, ou les oubliés de la mangrove (Urbanisation, Marginalisation à la Martinique)

Ethnologie, Serge Domi & William Rolle Paru(s) chez Ibis Rouge Editions :

Vieux-Pont est un quartier insalubre de la Martinique qui défraya la chronique parce qu'il était, aussi un des lieux du commerce de la drogue terrifiante qu'est le crack. Cet ouvrage sur Vieux-Pont est celui du constat qu'une époque est révolue. Les auteurs, utilisant divers champs de l'anthropologie et de la sociologie (l'espace - la famille - les modes de consommations - la religion - le travail) et divers outils (les récits de vie, le questionnaire

10

informatisé, l'histoire, l'anthropologie visuelle) montrent qu'il faut abandonner certains poncifs pour comprendre la Martinique du XXIème siècle.

L'impact de la société de plantation est minoré ainsi que les discours velléitaires sur la richesse des pratiques traditionnelles. Les analyses indiquent que les pratiques traditionnelles, sans grandes transformations, sont ouvertes aux trafics et facilitent l'intrusion de la drogue dans « le grand marché », autre terme pour désigner Vieux-Pont. De même l'approche qui est faite de la famille martiniquaise est proposée en dehors des schémas rassurants, notamment ceux de la matrifocalité, car elle s'avère incapable de répondre à « l'attente coutumière ». L'ouvrage est la narration d'un transfert d'une population qui créa un lieu mais ne put lui donner un ancrage suffisant pour en faire un véritable quartier, un des lieux d'identité de la commune du Lamentin. A travers l'histoire de ces gens, avant, pendant et après leur déménagement vers d'autres quartiers, dans des logements construits par la commune pour briser le cycle de la pauvreté et de l'insalubrité, nous comprenons les raisons du délitement des modalités de la résistance martiniquaise à l'exclusion. A une autre époque, cette résistance avait su créer des banlieues vivifiantes autour de la ville.

Serge Domi et William Rolle ont travaillé sur le quartier de Texaco (1984-1985), première opération de réhabilitation de l'habitat insalubre en Martinique, dans le cadre du Contrat famille sur la ville de Fort-de-France. Ils furent membres de la revue de sciences humaines et de littérature Carbet - 1985-1996 - à l'origine du « Prix Carbet de la Caraïbe ».

Serge Domi est sociologue. Il a dans divers domaines apporté sa contribution à l'expression du potentiel martiniquais : l'éducation secondaire, la formation universitaire (cofondateur et coordonnateur de l'Université du Temps Libre), la recherche, la langue et la culture, le journalisme. Il est chargé de mission à la semavil (Société d'économie mixte d'aménagement de la ville du Lamentin).



Le nouveau roman de l'écrivain martiniquais **Raphaël Confiant** : « **L'Hôtel du Bon Plaisir** ». Son éditeur : le Mercure de France. Ce texte raconte l'histoire d'une bâtisse du quartier des Terres-Sainvilles, à Fort-de-France, entre 1922 et 1955, bâtisse appartenant à trois vieilles filles békées et longtemps dénommé « Hôtel de la Charité Saint-François de Salles ». A travers 33 ans d'existence d'un bâtiment qui sera détruit par un incendie, R. Confiant nous donne à voir de quelle façon nous sommes intimement liés aux murs qui nous abritent, à quel point aussi ceux-ci savent recueillir nos rêves, nos chagrins ou nos peines. Fresque de la Martinique du milieu du XXe siècle et de différents personnages issus des vagues d'immigration, ce livre est aussi une méditation mélancolique sur le rapport entre les hommes et les choses.

Visiter le site internet : <http://www.montraykreyol.org/>

Entretien avec R. CASTEL dans la vie des idées.fr

Dans cet entretien, le sociologue Robert Castel, directeur d'études à l'EHESS, revient sur les principaux concepts grâce auxquels il a construit une analyse et un récit de la question sociale d'hier à aujourd'hui. Il réexamine ainsi les notions de travail, de propriété, de solidarité. La publication des *Métamorphoses de la question sociale* en 1995 marque l'aboutissement de sa réflexion sur la « société salariale » et la « désaffiliation » qui caractérise les populations les plus vulnérables face à ce qu'il nomme ensuite « l'insécurité sociale ». Ses investigations les plus récentes portent sur la situation particulière des « jeunes de banlieue » sur lesquels la société focalise l'insécurité qui la traverse dans son ensemble.

<http://www.laviedesidees.fr/Retour-sur-la-question-sociale.html>

11



Le monde associatif est souvent décrit comme un antidote aux dérives du capitalisme. Pourtant, les associations sont souvent des employeurs et la question du travail fait le plus souvent l'objet d'un déni dans ces structures. Selon Matthieu Hély, cette situation a de profondes implications. Au delà du seul monde associatif, son ouvrage soumet à l'examen la hiérarchisation et la valorisation des activités productives, ainsi que les distinctions couramment admises entre secteurs public et privé ou salariat et bénévolat.

<http://www.laviedesidees.fr/Portrait-de-l-associatif-en.html>

L'anthropologue Gerry L'Etang donnera une conférence à l'amphi Hélène Sellaye, Faculté des lettres et sciences humaines, UAG (Schœlcher) en Martinique, le vendredi 15 mai 2009 à 18 heures, sur le thème : « Chivé-léta versus Chivé rasta ». Cette conférence aura lieu dans le cadre des travaux du crillash (Centre de recherches interdisciplinaires en lettres, langues, arts et sciences humaines).

A partir de considérations sur deux modes capillaires, la coiffure à rajouts et les dreadlocks, Gerry L'Etang interrogera les causes politiques et économiques de la distanciation d'avec l'État que constitue à la Martinique le fait de nommer « chivé-léta » un élément étranger à soi (rajouts), puis analysera les fondements symboliques, affichés et occultés, du « chivé-rasta ».

Par-delà les oppositions entre ces coiffures (artificiel/naturel, eurocentrisme/afrocentrisme, aliénation/ressourcement), le projet ici est de mettre au jour des hybridations de civilisations suscitées respectivement par deux mondialisations : la globalisation économique et la créolisation.

L'outremer français entre évolution institutionnelle et affirmations identitaires. Thierry MICHALON maître de conférence à l'UAG, faculté de droit et d'économie. Edition L'HARMATTAN

Exemples et références transférables de projets de jardins « bokay » collectifs

<http://www.francvert.org/pages/31dossierlesjardinscollectifsuneinnov.asp>

<http://rooftopgardens.ca/fr>

http://urbanisme.univ-paris12.fr/1157556418143/0/fiche_document/

<http://www.alternatives.ca/>

http://www.arturbain.fr/arturbain/vocabulaire/francais/fiches/jardins_familiaux/fiche_%20interactive/fiche.htm

<http://www.senat.fr/rap/l02-376/l02-3761.html>

<http://www.savoirs.essonne.fr/dossiers/la-vie/botanique/a-la-rencontre-des-gens-des-jardins-les-jardins-familiaux-de-dourdan/un-jardin-pour-soi/>

Lettre d'information électronique du Centre de ressources politique de la ville Martinique

Immeuble la Varangue, boulevard A. Cabral, 97200 Fort de France

Site internet : www.villecaraibe.com

Boîte postale : BP 7222, 97277 Schoelcher cedex. Tel/fax : 0596 686452

Pour publier une information concernant l'actualité de votre association ou structure dans le cadre de la politique de la ville et du développement social urbain : contact@villecaraibe.com

Citation facile à dire :

« Le pessimisme de l'intelligence ne doit jamais désarmer l'optimisme du cœur et de la volonté »

A. GRAMSCI